

Libor-Skandal: EuGH rügt EU-Kommission

Luxemburg. Im Libor-Skandal um jahrelang manipulierte Zinssätze hat das Gericht der Europäischen Union eine EU-Strafe gegen das britische Brokerhaus ICAP teilweise für nichtig erklärt. Die EU-Kommission hatte 2015 eine Strafe von 14,9 Millionen



Euro wegen der Beteiligung an mehreren Kartellen für Yen-Zinsderivate verhängt. ICAP-Händler sollen Banken geholfen haben, den wichtigen Referenzzins Yen-Libor in eine bestimmte Richtung zu verschieben. Libor („London Interbank Offered Rate“) bildet Zinsen für Geldgeschäfte der Banken untereinander ab – und ist damit quasi ein Leitzins für Geschäfte in Billionenhöhe – von Baukrediten bis zu Derivaten. Die Luxemburger Richter erklärten am Freitag, dass die Kommission für den angenommenen Umfang der Beteiligung von ICAP an den Kartellen zu wenig Beweise vorgelegt habe. Dass das Brokerhaus grundsätzlich an Kartellen beteiligt war, stellen sie nicht infrage. Das Urteil ist nicht rechtskräftig. *dpa*

China öffnet seine Finanzunternehmen

Frankfurt/Main. China macht einen großen Schritt bei der Öffnung seines bislang für Ausländer oft verschlossenen Finanzmarkts: Bald soll es ausländischen Unternehmen erlaubt sein, die Mehrheit an chinesischen Banken, Brokern oder auch Versicherern zu übernehmen. Nach den Worten des stellvertretenden Finanzministers Zhu Guangyao sollen Ausländer zunächst bis zu 51 Prozent an Finanzfirmen halten dürfen; später werde auch diese Begrenzung aufgehoben. Bislang waren Ausländer darauf beschränkt, die Rolle des Juniorpartners bei Gemeinschaftsunternehmen im chinesischen Finanzsektor zu übernehmen: Sie durften maximal 49 Prozent halten. *dpa*

Allianz zahlt Milliardendividende

München. Die jüngsten Wirbelstürme und Erdbeben werfen Europas größten Versicherer Allianz nicht aus der Bahn. Trotz etwas getrübt Gewinnaussichten für 2017 gibt der Dax-Konzern überraschend eine weitere Milliardensumme per Aktienrückkauf an seine Anteilseigner zurück. Der scheidende Finanzchef Dieter Wemmer sprach am Freitag von einer „Ad-hoc-Entscheidung aufgrund des starken Kapitals“. Am Finanzmarkt kam der Beschluss gut an. Nachdem der Konzern den Rückkauf und Quartalsbericht überraschend schon am Donnerstagabend veröffentlicht hatte, setzte sich die Allianz-Aktie am Freitagvormittag mit plus 0,69 Prozent auf 201,70 Euro an die Spitze des Dax. Seit dem Jahresbeginn gewinn sie damit rund 28 Prozent an Wert. *dpa*



Les prévisions de croissance pour les grands pays européens ont été revues à la hausse dans le courant de l'année. Ainsi la France table sur une croissance de 1,8 % pour 2017 contre 1,6 % initialement prévu. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

Tout va au mieux en Europe

Le chômage recule, les déficits diminuent, la croissance s'envole

Il est encore trop tôt pour dresser un bilan complet sur l'évolution de l'économie pour 2017 mais la zone euro se dirige droit vers une croissance record.

Après la crise des «subprimes» américaine en 2008 et des dettes souveraines européennes en 2011, les pays membres de la zone euro ont enregistré une croissance de 0,6 % au deuxième trimestre de cette année qui, selon les dernières prévisions, sera de même pour le troisième trimestre.

Recul du chômage, fléchissement de l'inflation et même baisse soutenue des déficits dans l'immense majorité des pays sont tous des facteurs qui permettent d'attester cette embellie que le Vieux continent traverse actuellement. Même des pays fortement fragilisés comme le Portugal et l'Espagne participent à l'amélioration conjoncturelle. Quelques zones d'ombres perturbent légèrement ce tableau idyllique comme la stagnation des salaires réels ou les risques politiques pour n'en citer que deux. Néanmoins, dans l'ensemble, la situation économique est bien meilleure qu'il y a quelques années encore et permet d'entrevoir, dès à présent, une bonne année 2017 sur tous les fronts.

La zone euro dépasse les Etats-Unis

Les prévisions de croissance pour les grands pays européens ont été revues à la hausse au cours de l'année. Selon les premières estimations, le PIB en zone euro augmentera sur les trois premiers trimestres de 2,4 % en rythme annualisé, dépassant à la fois les Etats-Unis et le Royaume-Uni, une première depuis longtemps.

D'ordinaire, c'est plutôt l'inverse qui se produit à cette période de l'année avec des prévi-

sions beaucoup trop optimistes fixées en début d'année et, par la suite, fortement corrigées. En France, l'INSEE, l'office statistique national français, prévoit désormais une croissance de 1,8 % pour 2017 contre 1,6 % initialement prévu. La croissance pour le seul troisième trimestre devrait atteindre 0,5 % en variation trimestrielle.

Outre-Rhin, les «cinq Sages», comité d'experts conseillant le gouvernement fédéral sur les questions économiques, prévoient désormais 2 % de croissance contre 1,4 %. Même un pays fragile comme le Portugal table sur une croissance de 2,6 % et affiche un taux de chômage de 8,5 % de la population, soit le même niveau qu'en 2009. En Espagne, le risque séparatiste catalan n'affecte pas encore les prévisions de croissance qui se situent à 3,1 %.

Les disparités persistent

Au niveau des facteurs qui ont permis cet accroissement du PIB depuis mi-2013, ce sont surtout la consommation et les investissements qui contribuent positivement et la création de sept millions de nouveaux emplois a également été favorable. Un autre catalyseur positif sont les politiques monétaires ultra-accommodantes des banques centrales américaine et européenne qui permettent aux entreprises d'emprunter à moindre coût. La décision de la BCE de réduire les rachats d'actifs de 60 à 30 milliards d'euros par mois à partir de janvier 2018 ne changera pas fondamentalement la donne.

Néanmoins des disparités perdurent au sein de l'Union européenne, même si celles-ci tendent légèrement à diminuer. En effet, le Nord tire toujours la zone économique grâce à sa base industrielle forte et bien diversifiée tandis que

le Sud peine avec des économies dirigées beaucoup vers le tourisme et la consommation. Ce déséquilibre se manifeste à travers les excédents commerciaux qui ont atteint 260 milliards d'euros en 2016, un record, et qui tendent encore à augmenter cette année.

D'autres indicateurs confirment cette tendance d'amélioration conjoncturelle au niveau européen mais également mondial. La demande pour l'or entre juillet et septembre 2017 s'inscrit en baisse de 9 % par rapport au troisième trimestre 2016, à 915 tonnes, ce qui représente son plus bas niveau depuis le troisième trimestre de 2009. Valeur refuge par excellence lors de phases de forte volatilité sur les marchés boursiers, les investisseurs à travers le monde ont préféré ne pas parier contre les marchés des actions en achetant de l'or, ce qui s'est relevé comme un choix judicieux compte tenu de leur évolution.

Enfin, les derniers niveaux des prix du pétrole témoignent d'une demande mondiale plus soutenue. En effet, le Brent a largement dépassé le seuil des 60 dollars par baril, un plus haut depuis juin 2015. L'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) a publié récemment son rapport annuel qui table sur une hausse des prévisions de demande provoquée par une amélioration des perspectives économiques et démographiques mondiales, mais également un accroissement de l'offre, grâce à la

production de pétrole de schiste aux Etats-Unis.

La purge en Arabie saoudite favorise cette remontée ne fût-ce qu'à court terme pour cause d'incertitude politique. Des hommes d'affaires, ministres et même des princes ont été arrêtés pour corruption et leurs comptes bancaires gèlent jusqu'à nouvel ordre. Mais il semble que l'évolution actuelle des cours de l'or noir soit plus saine, liée à la conjoncture mondiale plutôt qu'à des épiphénomènes politiques et judiciaires.

Favoriser la convergence

La croissance est belle et bien de retour à travers le globe et tend à effacer les séquelles des crises successives. Néanmoins, la zone euro a encore un long chemin à parcourir pour devenir une zone monétaire optimale. Charles Gaves, économiste et financier, avait écrit en 2001 dans son pamphlet «Des Lions menés par des ânes» que l'euro allait amener à trop de maisons en Espagne, trop de fonctionnaires en France, trop d'usines en Allemagne.

Depuis la fixation des parités, les pays les moins compétitifs n'arrivent toujours pas à adapter leurs économies pour maintenir une base forte. Il est nécessaire, afin de ne pas compromettre la zone monétaire et la reprise économique, de pousser la diversification dans le Sud et de favoriser davantage la redistribution du fruit des efforts dans le Nord, notamment en Allemagne, afin de stimuler la consommation. Il est dans l'intérêt de la zone euro à moyen et long terme de poursuivre la convergence afin d'être parée à une éventuelle nouvelle crise financière et économique.

Mike Felten
Directeur
Fortuna Banque s.c.

Des disparités perdurent, même si celles-ci tendent légèrement à diminuer.